

MAPA

## Marché de Services

*Cadre réservé au pouvoir  
adjudicateur*

N° du Marché :

2	0	1	6	-			
---	---	---	---	---	--	--	--

Enregistré par ,  
le

Opération n° .....

Montant HT :

Montant TTC :

.....



## Cahier des Clauses Particulières valant Règlement de Consultation et Acte d'Engagement

### CONSULTATION DE MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE

Cadre réglementaire : Marché passé en  
procédure adaptée conformément à l'article 27  
du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux  
Marchés Publics

### DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

**le lundi 26 septembre 2016 à 12 H 00**

délai de rigueur

Adresse des locaux où seront remis les dossiers :

**HOTEL DE VILLE D'HAGONDANGE**  
**Place Jean Burger**  
**BP 80142**  
**57304 HAGONDANGE**

Services Techniques / 1<sup>er</sup> étage

Le présent cahier comporte 31 pages numérotées de 1 à 31.

## Table des matières

ARTICLE 1 -	OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 2 -	CONDITIONS DE LA MISE EN CONCURRENCE.....	4
2-1.	Étendue de la consultation et modalités.....	4
2-2.	Type de marché.....	4
2-3.	Décomposition en tranche ou en lot .....	4
2-3- 1.	Décomposition en lot .....	4
2-3- 2.	Décomposition en tranches .....	4
2-4.	Conditions de participation des concurrents.....	4
2-4- 1.	Groupement .....	4
2-4- 2.	Sous-traitance .....	5
2-4- 3.	Au moment du dépôt de l'offre .....	5
2-4- 4.	Après le dépôt de l'offre .....	5
2-5.	Documents contractuels .....	6
2-6.	Variantes et option.....	6
2-6- 1.	Variantes.....	6
2-6- 2.	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) .....	6
2-7.	Durée du marché - Reconduction – Délais d’exécution.....	7
2-7- 1.	Durée du Marché.....	7
2-7- 2.	Délai d’exécution des prestations .....	7
2-8.	Modification de détail du dossier de consultation.....	7
2-9.	Délai de validité des offres .....	7
ARTICLE 3 -	RETRAIT DU DOSSIER .....	7
ARTICLE 4 -	CONDITION D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS .....	7
4-1.	Offre sur support papier .....	8
4-2.	Offre dématérialisée.....	8
4-2- 1.	Principes généraux .....	8
4-2- 2.	Transmission électronique dématérialisée (plate-forme) .....	9
4-2- 3.	Rematéralisation .....	9
ARTICLE 5 -	CONTENU DES PLIS.....	9
5-1.	candidatures .....	9
5-2.	Éléments nécessaires aux choix de l’offre .....	10
5-2- 1.	Pièces de l’offre .....	10
5-2- 2.	Pièces à produire au stade de l’attribution du marché .....	10
5-2- 3.	En cas de groupement d’entreprise.....	11
5-2- 4.	En cas de sous-traitance .....	11
5-2- 5.	Documents à produire pendant l’exécution du marché .....	11
ARTICLE 6 -	JUGEMENT DES OFFRES.....	12
6-1.	Sélection des candidatures et jugement des offres .....	12
6-2.	Négociations .....	12
6-3.	Attribution du marché : .....	13
ARTICLE 7 -	MISE AU POINT .....	13

ARTICLE 8 -	PRIX .....	14
8-1.	Etablissement et contenu des prix.....	14
8-2.	Variation des prix .....	14
8-2- 1.	Actualisation du prix initial du marché. ....	14
8-3.	Acomptes et solde .....	15
8-4.	Modalités de règlement – factures .....	15
8-4- 1.	Délai de paiement.....	15
8-4- 2.	Présentation des factures .....	15
8-5.	Intérêts moratoires .....	15
ARTICLE 9 -	PENALITES .....	16
9-1.	Pénalités pour retard.....	16
9-2.	Pénalités pour indisponibilité .....	16
ARTICLE 10 -	RESILIATION .....	16
ARTICLE 11 -	ASSURANCES .....	17
ARTICLE 12 -	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	17
ARTICLE 13 -	LITIGES .....	17
ARTICLE 14 -	REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES.....	17
ARTICLE 15 -	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	18
ARTICLE 16 -	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	19
ARTICLE 17 -	Clauses Techniques .....	19
17-1.	Contenu des missions.....	19
ARTICLE 18 -	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger .....	20
ARTICLE 19 -	Résiliation du marché .....	20
ARTICLE 20 -	Assurance .....	20
ARTICLE 21 -	Règlement des litiges .....	20
ARTICLE 22 -	Dérogations aux documents généraux.....	21
ARTICLE 23 -	ENGAGEMENT - CONTRACTANT.....	22
ARTICLE 24 -	PRIX .....	23
ARTICLE 25 -	DELAIS DE LIVRAISON DECLARE PAR LE CANDIDAT .....	24
ARTICLE 26 -	PAIEMENT .....	25

**ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet (caractéristiques essentielles) :

**Réaménagement du bâtiment de l'Hôtel de Ville - HAGONDANGE****ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA MISE EN CONCURRENCE****2-1. ÉTENDUE DE LA CONSULTATION ET MODALITES**

Le présent marché est soumis aux articles 27 et 90 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

Le dossier de consultation est composé par les documents suivants :

- Le présent cahier des clauses particulières valant Acte d'Engagement, RC et CCAP.
- Le CCTP rappelant le contenu des éléments de missions de la loi MOP.
- Le programme de l'opération et ses annexes.

**2-2. TYPE DE MARCHÉ**

- ☐ Le présent marché est un marché de **fournitures**.
- ☒ Le présent marché est un marché **de prestations intellectuelles**.

**2-3. DECOMPOSITION EN TRANCHE OU EN LOT****2-3- 1. Décomposition en lot**

- 1) Prestations divisées en lots : ☒ non ☐ oui
- 2) Possibilité de présenter une offre pour ☐ un lot ☐ plusieurs lots ☒ l'ensemble des lots

Il n'est pas possible de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

**2-3- 2. Décomposition en tranches**

- ☒ Il n'est pas prévu de décomposition en tranches
- ou
- ☐ Il est prévu une décomposition en tranches.

**2-4. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS****2-4- 1. Groupement**

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Le groupement de maîtrise d'œuvre comprendra obligatoirement un architecte inscrit à l'ordre qui sera le mandataire du groupement.

Ce mandataire pourra s'entourer de bureaux d'études spécialisés.

Le groupement ainsi constitué devra avoir des compétences en :

- Economie de la construction
- Fluides, électricité, chauffage
- Thermique
- Acoustique

#### **2-4- 2. Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, le Titulaire assurera seul et personnellement, vis-à-vis du maître d'ouvrage, la responsabilité du marché qui lui a été confiée.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du Titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne habilitée l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance dans les conditions définies ci-après.

#### **2-4- 3. Au moment du dépôt de l'offre**

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au pouvoir adjudicateur un formulaire DC4 ou fournit une déclaration:

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

#### **2-4- 4. Après le dépôt de l'offre**

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 2-4-3.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Figurent dans l'acte spécial les renseignements ci-dessus mentionnés au 2-4-3.

Le pouvoir adjudicateur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige également la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires ;

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents mentionnés ci-dessus vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

## 2-5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant le marché sont énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. Le présent CCP valant Règlement de Consultation et acte d'engagement,
2. L'offre technique du titulaire,
3. Le programme
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles – CCAG/PI (arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles et l'ensemble des textes qui l'ont modifié).

Toute clause, portée dans la proposition du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le présent marché exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

## 2-6. VARIANTES ET OPTION

### 2-6- 1. Variantes

☐ La proposition de variantes n'est pas autorisée.

☒ La proposition de variantes est autorisée uniquement dans les conditions suivantes :

**La réponse à l'offre de base reste obligatoire**

### 2-6- 2. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux candidats de proposer, dans leur offre, des prestations supplémentaires qu'il se réserve le droit de commander ou non. Le choix de retenir ou non ces PSE est effectué avant la signature du marché.

☒ Le marché ne comporte pas de PSE

ou

☐ Le marché comporte des PSE définies dans le descriptif technique.

**Une offre incomplète sera éliminée.**

**2-7. DUREE DU MARCHÉ - RECONDUCTION – DELAIS D'EXECUTION****2-7- 1. Durée du Marché**

La date de début du marché est fixée à la date de notification de celui-ci et expire à l'établissement de la dernière prestation demandée au prestataire, et acceptée par le pouvoir adjudicateur.

Cette notification vaudra bon de commande des prestations après régularisation de la convention.

**2-7- 2. Délai d'exécution des prestations**

Le titulaire du marché devra respecter le délai d'exécution qu'il aura indiqué dans son offre ou se conformer au CCP. Dans le cas où le délai d'exécution serait supérieur à celui fixé initialement, aucune prime ni majoration ne fera l'objet d'un avenant sans avis ou accord du Maître d'Ouvrage.

Les délais d'exécution indiqués devront être strictement respectés, et être conformes aux indications exposées dans l'article 25 du présent CCP.

Si toutefois les délais envisagés dans le phasage des opérations ne sont plus compatibles avec les opérations envisagées, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les proroger.

**2-8. MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation.

Tous les candidats en seront avisés et devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever une réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

**2-9. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les candidats restent engagés par leur offre pendant un délai de 4 mois à compter de la date limite de remise des offres.

**ARTICLE 3 - RETRAIT DU DOSSIER**

Maître  
d'  
ouvrage

Le dossier de consultation peut être retiré sur le site de la ville : [www.hagondange.fr](http://www.hagondange.fr) (rubrique des marchés publics) ou sur le site de la plateforme de dématérialisation : [www.depoz.fr](http://www.depoz.fr)

Le retrait des documents électroniques n'oblige pas le candidat à déposer électroniquement son offre et inversement.

**ARTICLE 4 - CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

Les offres peuvent être remises sur support papier ou par voie dématérialisée.

MO / AMO

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : **lundi 26 septembre 2016 à 12 H 00**

#### 4-1. OFFRE SUR SUPPORT PAPIER

Les entreprises souhaitant répondre par écrit doivent adresser leur offre par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

**HOTEL DE VILLE D'HAGONDANGE**  
Place Jean Burger  
57304 HAGONDANGE

Les offres peuvent également être remises **contre récépissé** à la même adresse. En cas de doute sur l'heure d'arrivée et de défaut de récépissé (dépôt boîte aux lettres par exemple), l'offre sera considérée comme arrivée hors délai et sera réexpédiée au candidat sans être ouverte.

Les enveloppes qui parviendraient après la date et heure limites fixées ci-dessus ainsi que celles adressées sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenues et seront réexpédiées aux candidats.

Les plis seront envoyés ou remis à l'adresse ci-dessus et porteront les mentions suivantes :

**«MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REHABILITATION DE L'HOTEL DE VILLE D'HAGONDANGE»**

**« ENTREPRISE ... »**

**« NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS»**

#### 4-2. OFFRE DEMATERIALISEE

##### 4-2- 1. Principes généraux

*Pour les offres remises par voie électronique dématérialisée (plate-forme), celles-ci doivent être obligatoirement transmises dans des conditions permettant d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du code civil. (Certificat de signature électronique).*

*A cet effet, le certificat de signature électronique utilisé par le candidat devra l'être conformément à la réglementation issue de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics et devra respecter au moins le niveau 2 du référentiel général de sécurité (RGS).*

*A défaut, l'offre sera considérée comme non signée et sera donc rejetée comme étant irrégulière.*

*Tout fichier remis et contenant un virus est réputé n'avoir jamais été reçu. Le maître d'ouvrage informera le candidat de la détection du virus.*

**Les candidats devront choisir entre :**

- soit l'envoi sur un support papier ;
- soit la transmission électronique dématérialisée (plate-forme) ;

**Les candidats ne peuvent en aucun cas utiliser conjointement, dans le cadre d'une même consultation, différents modes de transmission de leur dossier. Si tel était le cas, le maître d'ouvrage serait contraint de procéder au rejet de l'ensemble des réponses faites par le candidat.**

Les candidats potentiels acceptent, même s'ils ont transmis leurs dossiers par la voie électronique, que le marché retenu pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

## 4-2- 2. Transmission électronique dématérialisée (plate-forme)

MO

Les candidats doivent, s'ils souhaitent répondre de façon dématérialisée, déposer leur candidature et leur offre sur le site Internet suivant : [www.depoz.fr](http://www.depoz.fr)

L'offre devra être produite dans l'un des formats suivants : Microsoft Word, Microsoft Excel, Adobe Reader, selon les modalités définies ci-dessous.

Conformément aux dispositions de l'article 6 et 7 de l'arrêté du 14 Décembre 2009, les candidats ont la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde de leur transmission électronique.

*« Art. 6. – Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur un support physique électronique ou sur un support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.*

*Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible de « copie de sauvegarde ». Elle ne peut être ouverte que dans les cas mentionnés à l'article 7. Si le pli n'est pas ouvert, il est détruit à l'issue de la procédure.*

*Art. 7. – La copie de sauvegarde est ouverte :*

*1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.*

*2. Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais. »*

**Attention :** Les plis sont « hors-délai » si leur téléchargement se termine après la date et heure limite. Il appartient à l'entreprise de prendre ses dispositions pour anticiper une éventuelle difficulté technique.

## 4-2- 3. Rematéralisation

Le soumissionnaire s'engage notamment dans le cas où son offre est retenue, à accepter la rematéralisation conforme, sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle.

A ce titre, il s'engage également à ce que la personne physique auteur de leur signature électronique procède à leur signature manuscrite sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie à la personne publique sous cette forme.

## ARTICLE 5 - CONTENU DES PLIS

Les candidats remettront dans un seul pli les éléments relatifs à la candidature et les éléments relatifs à l'offre.

### 5-1. CANDIDATURES

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes **nécessaires à la sélection des candidatures**

#### *Pièces de la candidature*

- 1) Formulaire DC1, dûment daté et signé, accompagné de la déclaration du candidat DC2 et ses annexes (ou documents équivalents)
- 2) Pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise
- 3) Copie du jugement prononcé si l'entreprise est en redressement judiciaire
- 4) Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur expérience, capacités professionnelles, techniques et financières :
  - Capacités techniques : renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : certificat de qualification en cours de validité ou certificat d'identité professionnelle ou équivalent, références principales réalisées dans les 5 dernières années dans le domaine concerné, les moyens humains et techniques du candidat.
  - Chaque groupement constituera un dossier de 5 références de réalisations similaires datant de moins de 5 ans. Pour chaque référence, il sera précisé l'intitulé de l'opération, l'identité du maître d'ouvrage, le montant des travaux, les missions exercées et si les travaux se sont déroulés en ite occupé ou non.
  - Capacités financières : chiffre d'affaires global et celui concernant les prestations objet du marché réalisés au cours des 3 derniers exercices

*Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces ci-dessus relatives à cet intervenant. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.*

- 5) Matériels et moyens de l'entreprise : moyens en personnel permanent et personnel technique + moyens en matériel.
- 6) ANNEXE 1 au présent relative au respect des conventions de l'O.I.T..

## 5-2. ÉLÉMENTS NECESSAIRES AUX CHOIX DE L'OFFRE

### 5-2- 1. Pièces de l'offre

L'enveloppe du candidat devra contenir, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- 1) Le présent CCP valant Règlement de Consultation et Acte d'Engagement **complété, paraphé, daté et signé, à accepter sans réserve ni modifications.**
- 2) le **mémoire technique** permettant d'apprécier la valeur de l'offre selon les critères précisés. Ce mémoire décrira la compréhension du programme par le candidat et l'approche technique et organisationnelle qu'il mettra en place pour réaliser les prestations du programme.
- 3) Le programme validé et accepté.
- 4) L'attestation de visite.

### 5-2- 2. Pièces à produire au stade de l'attribution du marché

Il sera en outre demandé au candidat auquel le pouvoir adjudicateur envisage d'attribuer le marché :

- 1) **Documents ou attestations** figurant à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail (dans le cas de co-traitance, le mandataire doit vérifier que son cocontractant s'acquitte de ses obligations au regard du Code du Travail.
- 2) **Formulaire NOTI2** dûment complété par les services fiscaux ou les certificats suivants:

- a) Liasse 3666 du ministère du Budget.
- b) Attestation URSSAF à jour.
- 3) **Extrait du K BIS datant de moins de 3 mois** ou carte d'identification justifiant l'inscription au répertoire des métiers, ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un CFE pour les personnes en cours d'inscription
- 4) l'attestation d'assurance mentionnée à l'article 11,

*Ces documents peuvent toutefois être fournis dès la remise de l'offre.*

*Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA peuvent éditer directement l'attestation fiscale demandée en lieu et place de l'imprimé n°3666, à partir de leur espace abonné sur le site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).*

Les DC1, DC2 et NOTI2 sont disponibles sur le site

[http://www.economie.gouv.fr/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/daj\\_dc.htm](http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm)

Si le candidat utilise le formulaire de déclaration du candidat (DC1), il n'aura pas à établir les déclarations et attestations mentionnées ci-dessus car elles y sont intégrées. **De la même façon, si le candidat le souhaite, il peut fournir directement, au moment de la candidature (sans attendre l'attribution du marché), copie des attestations fiscales et sociales délivrées par les organismes compétents (par l'Administration fiscale si "NOTI 2"), ce qui le dispense des déclarations sur l'honneur correspondantes.**

co-traitants » (DC1). En cas d'attribution du marché à un groupement d'entreprises, les candidats constitués devront impérativement se déclarer solidaires et avoir désigné l'un d'eux en qualité de mandataire. Chaque membre du groupement devra également fournir un DC2 et en cas d'attribution du marché un NOTI2.

#### 5-2- 4. En cas de sous-traitance

Prévue dès la passation du marché, le candidat indique la nature et le montant des prestations qu'il envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct. Ce montant est déduit du montant du marché pour déterminer le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement.

Le candidat complète l'annexe 2 au présent document ou annexe le formulaire DC4 élaboré par le Minefe.

#### 5-2- 5. Documents à produire pendant l'exécution du marché

**Le titulaire devra produire, tous les 6 mois, à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents suivants:**

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le prestataire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois,
- Une attestation sur l'honneur du Prestataire, établissant qu'il est à jour de ses obligations fiscales,
- Un document garant de l'inscription du Prestataire au Registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (K-Bis, cadre d'identification, ou autres documents,
- Une attestation sur l'honneur du Prestataire garantissant la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12, L.3243-1 à L.3243-2 et L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 du code du Travail du Code du travail.
- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail ;

**ARTICLE 6 - JUGEMENT DES OFFRES****6-1. SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

Les candidatures et les offres seront examinées en fonction des capacités professionnelles, techniques et financières de l'entreprise.

- Prix de la prestation (40 points)
- Valeur technique (60 points)

Le prix de la prestation sera évalué pour 40 points de la note finale.

Pour le critère prix, la note sera attribuée selon la formule ci-dessous :

$$\text{Note} = \text{Note max} \times (\text{Montant d'honoraires le plus bas}) / (\text{Montant d'honoraires de l'offre})$$

La valeur technique sera notée sur 60 points sur les sous-critères suivants à partir du dossier fourni par les candidats :

- Pertinence des références présentées par le groupement à partir du dossier 5 références : 35 points
- Composition de l'équipe pour répondre à l'objet du marché et présence des compétences nécessaires : 5 points
- Compréhension du programme et proposition technique des procédés et méthodes qui seront mis en œuvre : 15 points
- Cohérence du planning et propositions : 5 points

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de déclarer la consultation sans suite. L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

Des précisions pourront être demandées aux candidats, si l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être complétée ou si elle paraît anormalement basse.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report pouvant avoir une incidence sur le montant total du bordereau sont constatées, celles-ci seront rectifiées avant le jugement des offres.

Il sera alors demandé au soumissionnaire de confirmer l'ensemble de son prix global et forfaitaire. A défaut de confirmation l'offre sera rejetée.

Le représentant de la Personne publique se réserve le droit de déclarer la procédure infructueuse si elle n'a pas reçu d'offres qui lui paraissent appropriées.

**6-2. NEGOCIATIONS**

Au terme de l'analyse un premier classement provisoire est établi, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'engager des négociations avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre conforme.

Les négociations porteront sur les points suivants :

- un échange sur les moyens d'améliorer la qualité des offres
- l'effort tarifaire demandé au candidat

Les candidats sont informés des modalités de négociations : entretiens ou échanges écrits (télécopie, courrier, mail).

Ils sont "entendus" dans des conditions équivalentes (durée de l'entretien, points de négociation, délai de réponse...).

Les dates et heures limites de remise des nouvelles offres suite à négociation sont confirmées par écrit (mail) le maître d'ouvrage. Les candidats doivent renvoyer leur offre dans les délais et conditions impartis.

Les nouvelles offres sont alors jugées conformément à l'article 6.

Une mise au point sera effectuée avec le candidat finalement retenu à l'issue des négociations.

### **6-3. ATTRIBUTION DU MARCHÉ :**

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande du maître d'ouvrage, les documents :

Les pièces prévues aux articles D 8222-4 et 5 ou D 8222-7 et 8 du code du travail ;

- ➔ Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature, les attestations d'assurance civile professionnelle et civile décennale en cours de validité, seront à remettre dans le même délai. A défaut de présentation il ne pourra être procédé à la signature du marché.

Le marché ne deviendra définitif qu'après notification du marché signé par le pouvoir adjudicateur.

La notification du marché consiste en une remise contre récépissé ou en un envoi par lettre recommandée avec avis de réception postal d'une copie du marché (exemplaire unique) au titulaire. Le marché prend effet à la date de notification.

## **ARTICLE 7 - MISE AU POINT**

Le pouvoir adjudicateur peut, si nécessaire, après avoir attribué le marché, et avant de le notifier, et en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché, sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché.

Une mise au point sera également effectuée en cas de recours à la négociation telle que prévue à l'article 6-2.

Le ou les procès-verbaux de mise au point, établis entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, seront annexés au marché.

## ARTICLE 8 - PRIX

### 8-1. ÉTABLISSEMENT ET CONTENU DES PRIX

Le marché est traité à prix global et forfaitaire

Les prix comprennent les prestations visées à l'article 17 du présent document.

Les prix des prestations indiquées dans le présent document à l'article 17 sont des prix forfaitaires et fermes pour la durée du marché.

Les prix du marché sont établis hors TVA.

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques existantes à la date de remise des offres.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses accessoires nécessaires à l'exécution des prestations.

Le titulaire est réputé avant la remise de son offre avoir pleinement apprécié les conditions d'exécution des prestations ainsi que toutes les difficultés inhérentes à l'exécution des prestations.

La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification du marché. En cas de modification de la législation fiscale en cours de marché, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie d'avenant.

### 8-2. VARIATION DES PRIX

Selon l'article 10-11 du CCAG PI, les prix sont réputés fermes sauf stipulation contraire du marché.

#### 8-2- 1. Actualisation du prix initial du marché.

Les prix sont fermes et actualisables.

Si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la remise des prix et le début des prestations, le prix sera actualisé selon la formule :

$$P = P_o (0.125 + 0.875) \times \frac{I_m - 3}{I_o}$$

P : prix actualisé

P<sub>o</sub> : Prix à la remise de l'offre

I<sub>m</sub> : Indice ingénierie du mois de début des prestations – 3 mois

I<sub>o</sub> : Indice ingénierie du mois de remise des prix

**8-3. ACOMPTES ET SOLDE**

En application de l'article 5 du décret n°2007-590, des acomptes pourront intervenir à terme échu pour les prestations exécutées.

Les acomptes seront versés sur attestation du service fait signée du responsable du marché.

Le solde sera versé à l'issue de l'admission des prestations, sur attestation de service fait signée par le responsable du marché.

**8-4. MODALITES DE REGLEMENT – FACTURES**

Le mode de règlement du marché est le mandat administratif.

**8-4- 1. Délai de paiement**

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le paiement s'effectuera dans un délai de trente (30) jours à compter de la date correspondant à la remise par le(s) titulaire(s) des pièces afférentes au paiement à condition que la facture ne soit pas contestée par la Personne habilitée.

Selon le décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le point de départ global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si le contrat le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet. Toutefois, le point de départ de ce délai est la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

**8-4- 2. Présentation des factures**

La facture sera adressée en 3 exemplaires à :

**Monsieur le Maire d'Hagondange**

Place Jean Burger

57304 HAGONDANGE

Outre les mentions légales, la facture devra indiquer :

- La Référence du marché (n° et objet du marché) ;
- Le nom, la dénomination sociale, les coordonnées et le n° SIRET du créancier ;
- Date de facturation
- Les prestations réalisées
- Le montant HT de la prestation réalisée, le taux et le montant de la TVA ainsi que le montant total TTC de la facture à régler.

**8-5. INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 1 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus

récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## ARTICLE 9 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, les pénalités applicables sont celles indiquées ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG PI, les pénalités seront appliquées dès le 1<sup>er</sup> euro.

### 9-1. PENALITES POUR RETARD

En cas de retard de son fait dans la remise des documents demandés, par rapport notamment au planning établi et révisé le cas échéant, le maître d'œuvre sera passible d'une pénalité forfaitaire égale à 50 € par jour calendaire de retard.

En cas de retard de son fait, dans la remise des dossiers relatifs et nécessaires à l'opération ainsi que prévu à l'achèvement complet de sa mission, le maître d'œuvre sera passible d'une pénalité forfaitaire égale à 50 € par jour calendaire de retard.

Dans le cas où le maître d'œuvre serait reconnu responsable par ses actions ou décisions préalables et nécessaires, d'un dépassement du coût de l'opération, il subira une pénalité égale à 5% de sa rémunération HT.

### 9-2. PENALITES POUR INDISPONIBILITE

Sans objet.

## ARTICLE 10 - RESILIATION

La Personne habilitée se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles 29 à 36 du CCAG-PI.

En application de l'article 32 du CCAG, aucune mise en demeure ne sera envoyée pour les fautes prévues au i, j, m et n. Dans ces cas, la résiliation sera prononcée sans préavis par lettre recommandée avec accusé réception et prendra effet à la date de réception de la notification.

Dans les autres cas prévus à l'article 32 du CCAG-PI, si une faute du titulaire est constatée, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution de 5 jours ouvrés minimum lui sera envoyée. Cette mise en demeure précisera les sanctions envisagées en cas de non-exécution à l'issue du délai.

Si la mise en demeure reste sans effet, un courrier constatant la non-exécution sera envoyé. Ce courrier prononcera la résiliation du marché et les sanctions appliquées. La résiliation sera effective à la date indiquée dans ce courrier ou à défaut à la date de réception.

La résiliation pourra être prononcée avec exécution aux frais et risques du titulaire. Cela sera alors précisé dans le courrier initial de mise en demeure, puis si celle-ci reste sans effet, dans le courrier constatant la résiliation. L'exécution aux frais et risques s'appliquera en application de l'article 36 du CCAG.

Pour faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant consultera les candidats qui avaient remis une offre lors de la consultation initiale. Si le nombre d'entreprise candidate est insuffisant, le maître d'ouvrage procédera au lancement d'un nouveau marché. L'entreprise

proposant l'offre la mieux disante sera retenue. L'entreprise défaillante ne sera évidemment pas consultée ni admise à prendre part, directement ou indirectement, ni à la consultation ni à l'exécution des prestations.

Tous les frais exposés de remise en concurrence seront mis à la charge du titulaire défaillant.

De même l'ensemble des frais et risques liés à la non-exécution des prestations par le titulaire, au délai de remise en concurrence, à la procédure de remise en concurrence et à l'exécution des prestations par l'entreprise remplaçante seront supportés par le titulaire défaillant. L'éventuelle diminution des dépenses ne lui profitera pas.

#### ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le Titulaire doit justifier avant tout commencement d'exécution qu'il a souscrit une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

La garantie doit être suffisante. Elle doit être illimitée pour les dommages corporels. Les matériels transportés doivent être couverts avant tout commencement d'exécution par une assurance souscrite par le Titulaire selon les règles habituellement admises dans la profession, des garanties complémentaires pourront être demandées pour couvrir certains matériels de nature particulière.

#### ARTICLE 12 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. La monnaie de comptes du marché est l'€uro. Le prix libellé en €uros restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi, doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre, outre les pièces prévues à l'article 2-4-3., une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du ....., ayant pour objet ..... Ceci concerne la loi n°75.1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en €uros et adressées à l'entrepreneur principal ; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser à l'administration seront rédigées en français ».*

#### ARTICLE 13 - LITIGES

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforcent de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

En cas de désaccord persistant, le litige est porté devant la juridiction compétente.

#### ARTICLE 14 - REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES

Le jugement instituant une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par l'administrateur judiciaire nommé à cet effet. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Dans le cas d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire sans administrateur, en application de l'article L621-4 du code de commerce, cette mise en demeure est adressée au titulaire, si après avis conforme du mandataire judiciaire, celui-ci a été expressément autorisé à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du même code.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration du délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage peut accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

#### ARTICLE 15 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres à :

##### **Renseignements techniques :**

###### **ACE BTP LORRAINE**

240 rue de Cumène 54230 NEUVES-MAISONS  
Tél : 03.83.90.03.73 – Fax : 03.83.94.18.79  
E-mail : [lorraine@acebtp.com](mailto:lorraine@acebtp.com)

##### **Renseignements administratifs :**

###### **ACE BTP LORRAINE**

**240 rue de Cumène 54230 NEUVES-MAISONS**  
Tél : 03.83.90.03.73 – Fax : 03.83.94.18.79  
E-mail : [lorraine@acebtp.com](mailto:lorraine@acebtp.com)

Ou **Ville de Hagondange** – Services Techniques

###### **M. KALECHE**

Tél. : 03 87 71 50 10 – Fax : 03 87 72 18 36

Une réponse écrite sera alors adressée, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

## ARTICLE 16 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article du présent document valant RCE, CCAP, CTP, AE	dérogé	A (aux) (l') article(s) du CCAG-PI
2-5		4-1
8-1 et 2		10
9		14

## ARTICLE 17 - CLAUSES TECHNIQUES

### 17-1. CONTENU DES MISSIONS

L'équipe de maîtrise d'œuvre retenue assurera une mission de base au sens de la loi MOP ainsi que les missions annexes suivantes :

- Mission Diagnostic
- Mission Etudes d'exécution
- Elaboration du permis de construire

Compte tenu du déroulement de l'opération en milieu occupé, la mission OPC sera utilement dissociée de la mission de l'architecte. En effet, un phasage très précis sera nécessaire afin de ne pas perturber le service public.

Par ailleurs, la visite du site est obligatoire pour pouvoir déposer une offre.

MO / AMO

Les candidats pourront visiter le site le jeudi 15 septembre 2016 à 9 H 30.

Une attestation de visite leur sera remise à cette occasion. Cette attestation devra être jointe à la proposition sous peine de nullité de l'offre.

#### - Contrôleur technique

A recruter.

Le contrôleur technique se verra confier les missions L, LE, SEI et TH.

#### - Coordonnateur SPS

A recruter.

Cette opération relève de la catégorie 2 au sens de la loi 93-1418 du 31/12/1993.

**ARTICLE 18 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. La monnaie de comptes du marché est l'€uro. Le prix libellé en €uros restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi, doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du ....., ayant pour objet ..... Ceci concerne la loi n°75.1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en €uros et adressées à l'entrepreneur principal ; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser à l'administration seront rédigées en français ».*

**ARTICLE 19 - RESILIATION DU MARCHÉ**

La Personne habilitée se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles 29 à 36 du CCAG-PI.

En cas de faute grave de l'une ou l'autre des parties, chacune d'elle pourra mettre fin au marché au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception et le préavis de résiliation pourra dans ce cas être ramené à un mois.

**ARTICLE 20 - ASSURANCE**

Le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant la livraison des fournitures ainsi que des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

**ARTICLE 21 - REGLEMENT DES LITIGES**

Recours gracieux devant le pouvoir adjudicateur sous deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée.

En cas de litige, le Droit Français est seul applicable. Le Tribunal de Grande Instance de METZ est seul compétent.

**Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal de Grande Instance de METZ, Cité Judiciaire - 3 Rue Haute Pierre, 57000 Metz

Téléphone : 03 87 56 75 00

Courriel : [tgi-metz@justice.fr](mailto:tgi-metz@justice.fr)

**ARTICLE 22 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

En cas de dispositions contradictoires, les clauses du présent marché prévalent sur celles du CCAG Prestations Intellectuelles.

## ARTICLE 23 - ENGAGEMENT - CONTRACTANT

Nom, prénom, qualité et adresse professionnelle du signataire :

Cochez la case correspondante à votre situation :

☐ Agissant pour mon propre compte ;

☐ Agissant pour le compte de la société<sup>1</sup> :

-Domicilié à : .....

-N° d'identité de l'entreprise (SIRET) : .....

-Code de Nomenclature des Activités Françaises (NAF) : .....

-Inscription au registre du commerce ou répertoire des métiers du : .....

-N°: .....

OU, s'il s'agit d'un groupement

☐ agissant en tant que membre du groupement

☐ groupement solidaire

☐ groupement conjoint

*Identifier chacun des membres du groupement en indiquant le nom, l'adresse :*

.....

.....

Indiquer le nom et l'adresse du mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations

OU

☐ agissant en tant que mandataire habilité à signer l'offre du groupement par l'ensemble de ses membres ayant signé le document d'habilitation en date du .....

☐ groupement solidaire

☒ groupement conjoint

☒ mandataire solidaire

☐ mandataire non solidaire

<sup>1</sup> Indiquer le nom, l'adresse, le numéro SIREN, Registre du commerce, numéro et ville d'enregistrement ou répertoire des métiers, numéro et ville d'enregistrement ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l'agrément donné par l'autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée.

**En cas de groupement, Cotraitant n°1****Cotraitant n°2**Raison  
sociale :Raison  
sociale :

Adresse :

Adresse :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Code postal :

Code postal :

Bureau  
distributeur :Bureau  
distributeur :

Téléphone :

Téléphone :

Fax :

Fax :

Courriel :

Courriel :

Numéro  
SIRET :Numéro  
SIRET :N° Reg. com.  
:N° Reg. com.  
:N° rép. .... N° rép. ....  
Métiers :Code  
NAF/APE :Code  
NAF/APE :

Je m'engage sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le présent document, sur mon offre, dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 4 mois à compter de la date limite de réception des offres fixée par le présent document.

**ARTICLE 24 - PRIX**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire. Les prix sont fermes et non actualisables.

**Le coût des travaux est estimé à 523 000.00 € HT.**

**PRIX OFFRE DE BASE:**

Montant Hors Taxes : €

TVA au taux de 20,00 %

Montant TTC : euros

**ARTICLE 25 - DELAIS DE LIVRAISON DECLARE PAR LE CANDIDAT**

Les durées prévues au marché s'entendent, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (ou des cotraitants ou des sous-traitants).

Je m'engage à effectuer la livraison de l'ensemble des prestations du marché dans les délais énoncés ci-dessous.

A défaut, j'encours les pénalités prévues à l'article 9 ci-dessus.

- Diagnostic : 3 semaines
- APS : 2 semaines
- APD : 4 semaines
- PRO : 2 semaines
- DCE : 2 semaines
- ACT : 2 semaines

La durée des travaux est estimée à 8 mois hors période de préparation.

L'opération se déroulera sur 27 mois à partir de la notification, période décomposée ainsi :

- Etudes et ACT : 6 mois
- Préparation : 1 mois
- Travaux : 8 mois
- GPA : 12 mois

**ARTICLE 26 - PAIEMENT**

Les modalités de règlement du marché sont spécifiées à l'article 8 du présent Dossier de Consultation.

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du/des compte/s précisé/s ci-après par mandat administratif (joindre un R.I.B.) :

-compte ouvert sous le nom :

-sous le numéro :

Code établissement : \_/\_/\_/\_/\_/

Code guichet : \_/\_/\_/\_/\_/

N° de compte : \_/\_/\_/\_/\_/\_/\_/\_/\_/\_/

Clé R.I.B. : \_/\_/

IBAN: \_/\_/\_/\_/\_ - \_/\_/\_/\_/\_ - \_/\_/\_/\_/\_ - \_/\_/\_/\_/\_ - \_/\_/\_/\_/\_ - \_/\_/\_/\_/\_ - \_/\_/\_/\_/

BIC (Bank Identification Code): \_/\_/\_/\_/\_/\_/\_/\_/\_/\_/

Fait en un seul original, A Le

Signature de l'Entreprise

Porter la mention manuscrite « lu et approuvé »

**ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LA PERSONNE PUBLIQUE**

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement, et notification pour le marché de Consultation de Maîtrise d'Œuvre pour l'opération de **réhabilitation de l'Hôtel de Ville d'HAGONDANGE**

☐ Offre de Base

Fait en un seul original

A Hagondange, le.....

Signature de la Personne habilitée

Le Maire,

## ANNEXE 1 - DECLARATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AU RESPECT DES CONVENTIONS DE L'OIT

Je (Nous) soussigné(s)

Agissant en qualité de :

Domicilié(s) à :

Déclare m'engager (Déclarent s'engager) :

À respecter, et à mettre tout en œuvre pour respecter, les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où la main-d'œuvre est employée ;

À respecter, et à mettre tout en œuvre pour respecter, les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où la main-d'œuvre est employée ; à savoir:

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948),
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949),
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930),
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957),
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951),
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958),
- la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973),
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999) ;

À fournir, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer le respect effectif, y compris par mes (nos) sous-traitants, des obligations et dispositions susmentionnées ;

À accepter et à faciliter, le cas échéant, si le marché m'est (nous est) attribué, un contrôle sur sites des obligations et dispositions susmentionnées par un tiers dûment mandaté à cet effet par le pouvoir adjudicateur.

Fait à

Cachet(s) et signature(s)

## ANNEXE 2 DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE:

**A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).**▪ **Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :**

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)*

▪ **Personne habilitée à donner les renseignements concernant les nantissements ou cessions de créances :**

*(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)*

**B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.**

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)*

**C - Objet de la déclaration du sous-traitant.**

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

*(Cocher la case correspondante.)*

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;  
☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;  
☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

**D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.**

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]*

**E - Identification du sous-traitant.**

- Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :
  
- Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :
  
- Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :
  
- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*
  
- Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct : *(Cocher la case correspondante.)*  
☐ NON ☐ OUI

**F - Nature et prix des prestations sous-traitées.**

- **Nature des prestations sous-traitées :**
  
- Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :
  - Taux de la TVA : .....
  - Montant maximum HT : .....
  - Montant maximum TTC : .....
- **Modalités de variation des prix :**

**G - Conditions de paiement.**

- **Compte à créditer :** *(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)*  
 Nom de l'établissement bancaire :

-compte ouvert sous le nom :

-sous le numéro :

Code établissement : \_/\_/\_/\_/\_/

N° de compte : \_/\_/\_/\_/\_/\_/\_/\_/\_/\_/\_/

Code guichet : \_/\_/\_/\_/\_/

Clé R.I.B. : \_/\_/

▪ **Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :**

- Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : *(Cocher la case correspondante.)*

☐

NON

☐

OUI

**H - Capacités du sous-traitant.**

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

- .....
- .....
- .....
- .....

**I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.**

**Le sous-traitant déclare sur l'honneur :**

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 433-2, 8<sup>ème</sup> alinéa de l'article 434-9, 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;

j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

k) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

#### J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant en annexe du DC3 :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

#### K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A

, le

A

, le

-

Page | 30

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A , le

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

#### L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A , le